

## Document

### MES, un coup d'état dans 17 pays

(mondialisation .ca - par Rudo de Ruijter)

**14 octobre 2011**

**Note préliminaire:** Ne confondez pas le MES avec les fonds de secours actuels MESF et FSFE

*Comme mentionné dans l'article précédent sur ce même sujet "MES, le nouveau dictateur européen", les Ministres des Finances des 17 pays de l'euro ont signé un traité pour l'établissement du Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Le but est de faire payer les citoyens pour les centaines de milliards d'euros dépensés pour les "actions de secours" pour sauver l'euro et de tenir les parlements dans une prise d'étranglement.*

*Bruxelles ne veut apparemment pas que vous preniez connaissance du contenu de ce traité. Jusqu'au jour de la rédaction de cet article, je n'ai pu trouver qu'un seul exemplaire en anglais sur l'internet. (96,5% de la population de la zone euro parlent d'autres langues!)*



*Curieusement aussi, la signature de ce nouveau traité européen n'a pas été remarquée du tout par la presse internationale, bien que des dizaines de journalistes étaient présents à la conférence de presse l'annonçant. (Voir photo ci-dessus.) Peut-être est-ce par ce que Juncker l'annonça brièvement en français, avant de poursuivre la conférence en anglais? D'ailleurs, beaucoup de journalistes confondent encore ce nouveau traité MES avec ses prédécesseurs (illégaux), le Mécanisme Européen de Stabilité Financière (MESF) et la Facilité de Stabilité Financière Européenne (FSFE). Ils sont plus connus sous leurs noms anglais European Financial Stabilisation Mechanism (EFSM) et le European Financial Stability Facility (EFSF). La FSFE / EFSF a une capacité de prêt de 440 milliards. (1.320 euros par euro-citoyen!) Le MES est **sans limite**.*

*Quelques parlementaires qui ont entendu parler du MES croient faussement qu'ils y gardent le pouvoir via leur Ministre de Finances. Cependant, comme ce dernier sera promu Gouverneur du MES, il n'aura plus de comptes à rendre au parlement national (ni à qui que ce soit d'autre) pour les décisions qu'il prend dans le cadre du MES. Si le Parlement ratifie le traité, c'est ce traité international qui devient prioritaire aux législations nationales.*

**Au moment d'écrire, le traité doit encore être ratifié par les Parlements nationaux dans tous les 17 pays, à moins que ceci aussi ait été fait silencieusement déjà ici et là.**

*Pour une brève présentation du traité du MES, voyez la vidéo de moins de 4 minutes sur YouTube:*

*<http://www.youtube.com/watch?v=1GaH2MqXfxM>*

---

## **MES, un coup d'état dans 17 pays**

Si par **coup d'état** nous entendons la prise du pouvoir réel et la limitation du pouvoir du Parlement national démocratiquement élu, alors le traité du MES est un coup d'état dans 17 pays simultanément.



*C'est entièrement en accord avec la philosophie de la **Commission Européenne**, qui, selon son Président Barroso, doit être le gouvernement économique de l'Union, qui doit définir les actions que les gouvernements nationaux doivent exécuter.* (28.09.11) [1]

Le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) n'est pas tant un mécanisme, qu'un nouvelle administration de l'Union Européenne (UE). Le but déclaré est de fournir des prêts (sous conditions strictes) à des pays de l'euro qui ne peuvent plus remplir leurs obligations financières. Il reprendra les tâches des FSFE et MESF mentionnés plus hauts et sera géré par un Conseil de Gouverneurs. Ce seront les 17 Ministres des Finances des pays de l'euro situés dans l'Union Européenne.

Le traité du MES dit, dans son article 8, que cet organe disposera d'un capital social de 700 milliards d'euros. Ensuite, dans son article 10, il est précisé que le Conseil des Gouverneurs peut décider de changer ce montant et d'adapter article 8 en conséquence. Dans l'article 9 il est dit, que le Conseil des Gouverneurs peut exiger à tout moment le versement du capital social non encore payé (et ceci en moins de 7 jours.) En fait, il est dit que le MES peut exiger de l'argent des pays membres de façon illimitée. Le traité ne prévoit pas de droit de veto pour les Parlements nationaux.

## **Unanime**

Selon l'article 5.6 le Conseil des Gouverneurs doit prendre les décisions ci-dessus à l'unanimité. Le Conseil entier doit donc voter "pour".

A première vue il est très étrange, que le fonctionnement du traité dépende entièrement de l'unanimité des 17 Ministres des Finances de la zone euro. Quand on voit combien de peine leur coûte en ce moment la conclusion d'un accord sur la délivrance de prêts déjà promis à la Grèce, on ne s'attendrait pas à ce que l'Union Européenne bâtisse un traité, qui part justement du principe, que cette unanimité existe ou peut être atteinte.

La zone euro consiste en une réflexion bariolée de la diversité de l'Europe: les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Allemagne et la France et puis l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Malte, la Grèce, la Slovaquie, la Slovénie et finalement l'Estonie et la Finlande. En fait, les 17 Ministres forment également une compagnie bariolée. Chacun d'eux représente un pays avec des intérêts différents. Et d'eux, on attend l'unanimité? Comment est-ce possible?

Pour comprendre cela nous devons regarder un peu plus loin. Dans le MES ce sont bien les 17 Ministres des Finances qui votent sur toutes les décisions importantes, mais il y a encore d'autres gens qui sont présents dans toutes leurs réunions, officiellement en tant qu' "**observateurs**". Pourquoi ces ministres ont-ils besoin d'observateurs? Pour vérifier qu'ils font bien ce qu'on attend d'eux?

Ces observateurs sont au nombre de trois:

- Le membre de la Commission Européenne qui est en charge des affaires économiques et monétaires,
- le Président du Groupe Euro (un club informel de ces 17 Ministres des Finances)
- et le Président de la Banque Centrale Européenne! [2]

Donc, si nous ne pouvons pas nous attendre à une unanimité spontanée des 17 Ministres des Finances, ça doit être l'influence exercée par ces observateurs qui arrive à les mettre d'accord. Pour comprendre quelle influence la Commission Européenne et la Banque Centrale Européenne peuvent exercer sur nos ministres, regardons les choses d'un peu plus près.

### **Qui sont Ministres des Finances?**

Eh bien, en général ce sont des gens qui vont et viennent. Le plus souvent ils sont nommés après les élections parlementaires, qui débouchent d'abord sur les tractations pour former une coalition majoritaire aux dépens des promesses électorales et qui sont suivies par les tiraillements pour le remplissage des portefeuilles importants, comme le Ministère de l'Intérieur, de l'Économie et des Finances.

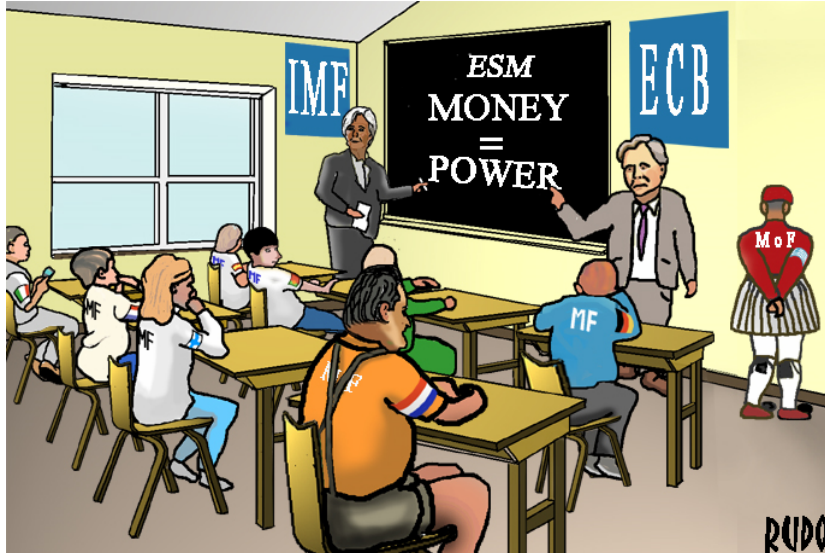
Le plus souvent ce sont des personnes qui ambitionnent une carrière politique et qui ont été poussées en avant par des partis politiques. Dans le cas favorable, elles disposent des capacités de mener un ministère. Une telle personne peut avoir la direction de la Défense et puis, une autre fois, être nommée Ministre d'Éducation ou d'Affaires Sociales. La connaissance du sujet est généralement estimée moins importante que les capacités dirigeantes.

### **L'économie ce n'est pas les Finances**

Ainsi nous avons aux Pays-Bas un Ministre de Finances, Jan Kees de Jager, qui est bardé de diplômes d'économie, mais qui, initialement, ne donnait que peu l'impression de comprendre quelque chose en finances. Une de ses premières idées était de proposer une loi, qui devait interdire que des gens appellent à retirer leur argent de la banque. Jan Kees, les banques n'ont pas d'argent! Pour chaque euro que les clients d'une banque comme ING (la plus grosse banque néerlandaise) ont dans leurs comptes, la banque n'a que 3 centimes à disposition. Personne n'irait faire la queue pour ça, non? Et puis, tant que la banque centrale ne veut pas qu'une banque tombe, cette dernière peut aisément résister à un "run on the bank" avec de l'argent emprunté.

Les Ministres des Finances fraîchement nommés sont généralement fous de joie d'avoir réussi à arriver si loin dans leur carrière. Cependant, ils arrivent dans un monde qu'ils ne connaissent que

peu ou pas. C'est le petit monde influent des institutions financières internationales et des nombres avec des zéros à l'infini. Un moment d'inattention suffit pour se tromper de dizaines de milliards d'euros. (*Premier Ministre Néerlandais Rutte et Jan Kees de Jager se trompaient de 50 milliards d'euros dans le cadre de fonds de secours européens [3]* ) Ces ministres nouveaux arrivants sont des proies faciles pour les conseillers de la BCE et du FMI, qui viennent expliquer comment ça fonctionne et ce qu'on attend d'un bon Ministre de Finances.



Pour autant que ces Ministres des Finances ont des connaissances de base en économie, ils pourraient savoir que l'expérience euro est voué à l'échec. C'était déjà connu en 1970 au départ du projet, mais des banquiers et des politiciens têtus ont poussé la monnaie unique malgré tout. Le problème, c'est qu'une monnaie unique ne peut fonctionner que dans un territoire économique homogène. [4] [5] [6] Voici pourquoi.

### **Le harnais du cours de change fixe**

Lorsque des consommateurs, dans des pays avec des possibilités de productivité plus réduites, préfèrent acheter des produits importés moins chers et meilleurs, la dette extérieure augmentera. En même temps la productivité à l'intérieur du pays diminuera. Si le pays dispose alors de sa propre monnaie, il peut la dévaluer. Cela rend les produits d'importation plus chers pour sa propre population et les produits d'exportation moins chers pour les acheteurs étrangers. La dette diminuera et la productivité augmentera. Les dévaluations étaient courantes avant le début de l'euro. Maintenant, avec l'euro, ça fonctionne comme un cours de change bloqué. Les pays moins productifs sont attrapés comme des rats dans un piège. Ils ne pourront jamais sortir des dettes. C'est pour cela que le chemin qu'on emprunte pour charger ces pays avec des dettes encore plus élevées est un choix étrange et malveillant.

### **Vive le marché unique des capitaux**

Nous ne devons pas oublier que ces pays n'avaient pas de grands problèmes insurmontables au moment d'entrer dans la zone euro. Sinon ils n'auraient pas été admis. De fait, les problèmes ont commencé avec leur adhésion à l'euro. C'est que simultanément, la libre circulation des capitaux devenait un fait aussi. Des banques des pays de l'euro existants affluaient massivement pour fournir des prêts bon marché au nouveaux citoyens de l'euro. Et puisque, avec un même capital, les banques sont autorisées à fournir deux fois plus d'hypothèques que des prêts pour d'autres usages, c'étaient

surtout des logements qui furent financés. Les banquiers oublièrent cependant, que les gens n'ont pas besoin uniquement d'un espace pour habiter, mais aussi de revenus pour rembourser leurs emprunts. Ils auraient dû financer suffisamment d'activités économiques aussi. Ce ne fut pas le cas. Ainsi une première vague de nouveaux citoyens de l'euro se retrouvaient dans des dettes dont ils ne pourront plus se sortir. Le marché immobilier s'effondra. Les entrepreneurs et leurs fournisseurs firent faillite, laissant derrière eux un paysage désolant de quartiers d'habitation vides et non finis.

### **Les règles problématiques de l'euro**

Ensuite, il faut savoir que les "pays à problèmes" étaient désignés ainsi exclusivement du fait qu'ils ne répondaient plus aux exigences posées pour la zone euro, c'est à dire un déficit budgétaire de 3% du PIB au maximum et une dette d'État de 60% du BIP au maximum. [7] Normalement cela ne pose aucun problème pour un pays quand la dette est le double; lorsque, par exemple, elles sont contrebalancées par des possessions, comme c'est le cas pour la Grèce. Et un déficit budgétaire de plus de 3% ne doit pas être un problème pour un pays non plus. En fait, le seul problème, c'était que les limites posées pour la zone euro se sont avérées irréalistes. Presqu'aucun des pays membres ne s'y tenaient. On pourrait donc dire, que ceux qui ont établi ces limites étaient de gros bêtas et que les ministres qui promettaient de s'y tenir également. C'est en tout cas un moyen simple pour provoquer une crise.

### **Mouton noir**

Parce que quasiment tous les pays avaient dépassé les limites fixées, il était utile de dévier l'attention et de pointer du doigt l'élève le plus désobéissant. Pour la Grèce il montèrent même toute une campagne de diffamation, à laquelle participèrent également des politiciens menteurs néerlandais. La Grèce aurait caché sa dette [8], les Grecques étaient des fainéants et partaient à la retraite tôt etc. [9] Rapidement la Grèce fut attaquée de toute part et dut payer des intérêts de plus en plus élevés pour ses emprunts. Heureusement ses copains de classe de l'euro voulaient bien aider. Jan Kees promit même que nous y gagnerions.

### **L'argent est pouvoir**

Lorsqu'on a fini par manoeuvrer sa victime dans les problèmes - encore une fois, la Grèce n'avait pas de problème insurmontable lorsqu'elle accédait à la zone euro en 2001 - alors, on peut appliquer la politique de la carotte et du bâton: nous te fournirons des prêts, mais à condition que... Le FMI a un demi-siècle d'expérience avec ce type d'abus de pouvoir. Il a appliqué cette politique délibérément dans beaucoup de pays en développement. D'abord le pays est surchargé de prêts, de façon à ce qu'il ne puisse même plus payer les intérêts. Ces prêts sont accordés pour des projets définis. Ceux-ci sont généralement exécutés par des entreprises étrangères. Ce sont elles qui touchent l'argent des prêts. Le pays reste avec les dettes. Ensuite on vend tout ce que le pays a de valeur à des investisseurs étrangers. Et bien entendu, le gouvernement doit couper les dépenses jusqu'à l'os et la population doit saigner, pour qu'on comprenne que le FMI est le maître.

### **Saisi du pouvoir de la Commission Européenne.**

Bien que l'article 122.2 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) [10] permet au **Conseil Européen** de fournir de l'aide financière à des membres en détresse (sur proposition de la Commission Européenne), les loups de la Commission européenne ne pouvaient résister la tentation d'ériger leur propre FMI, ou plus précisément, un frère européen, qui collaborerait étroitement avec le FMI.



Ils l'ont érigé promptement en mai et juin 2010, le MEFS et la FESF. Ils ont un caractère provisoire et une base légale défailante. La capacité de prêt de la FESF a récemment été augmentée jusqu'à 440 milliards. (Cela représente 1320 euro par citoyen euro.)

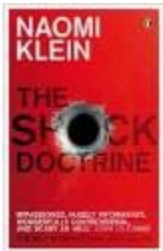
Le successeur est le MES. Signé le 11 juillet 2011, il attend ratification par les Parlements nationaux entre maintenant et le 31 décembre 2011. Le MES aura un caractère permanent et le pouvoir d'exiger des sommes illimitées des Caisses d'État et de les prêter aux risques et aux frais des citoyens de l'euro. Ils commencent avec un capital social de 700 milliards (2100 euro par citoyen euro), mais parlent déjà de montants de 1500 à 2000 milliards, dont ils pensent avoir besoin...

### **L'amendement à l'article 136**

Le MES est basé sur un amendement de l'article 136 du TFUE du 23 mars 2011 [11], qui, en fait, constitue un accroissement du pouvoir de l'Union Européenne. Et parce que cet amendement est basé sur l'article 48.6 du Traité de l'Union Européenne (TUE), cela est illégal. [12] Mais à Bruxelles ils s'en foutent et même les Parlements nationaux trouvent les règles démocratiques pas suffisamment importantes pour refuser cette construction illégale. En effet, la conséquence serait, que la population devrait d'abord se prononcer sur cette extension du pouvoir de Bruxelles. Et ce peuple débile voterait certainement contre.

Le MES aura le pouvoir de vider les Caisses des États sans que les Parlements puissent s'y opposer. En outre, cet amendement - strictement selon le texte - rend possible tout un tas d'autres institutions anti-démocratiques, qui, sous prétexte de combattre l'instabilité de la zone euro, pourront limiter les effets de législation nationale et les droits des citoyens.

### **Shock and awe**



Créer une crise et saisir le pouvoir. C'est au moment où le pays est totalement désorganisé, que l'on peut ordonner les affaires à sa guise. C'est un scénario violent que les défenseurs de l'économie du marché libre ont appliqué depuis des décennies dans beaucoup de pays, comme l'Angleterre, la Pologne, la Chine, l'Afrique du Sud, la Russie et les États-Unis. J'en réfère à un des livres les plus éclaircissants de notre ère: La Doctrine du Choc de Naomie Klein. (à lire absolument).

Maintenant c'est le tour à la Grèce. La diffamation a fait son travail. Les citoyens dans les autres pays euro ne protestent guère, tout au plus contre la perte possible de leur argent, que des Caisses de Retraite y ont investi. Mais s'il réfléchissaient un peu plus, ils comprendraient qu'un jour, peut-être déjà demain, eux aussi pourront être manoeuvrés dans des dettes, par les fonds de secours. Cela pourra arriver en un éclair, introduit par un titre dans la presse comme "Crédit Agricole risque la faillite".

### **Cercle vicieux**

Entre-temps, dans la panique créée les Parlements acceptent les mesures d'urgence, qu'ils n'avaient pas même envisagées survenir la veille. Maintenant l'argent des fonds de secours doit également servir à sauver les banques. Nous avons donc créé un cercle vicieux: les banques causent les problèmes, elles peuvent profiter directement et indirectement des prêts accordés par les mesures d'urgence, et maintenant elles peuvent prêter encore plus témérairement, car les pertes éventuelles seront payés par les citoyens euro!

### **À bas la prise de décisions unanime.**

Retour à notre MES. Ce traité peut fonctionner ou devient caduque selon que les 17 Ministres des Finances soient unanimes ou non. La Commission Européenne et la BCE font confiance à leur influence pour mettre les 17 nez dans le même sens.

A dire vrai, tous les 17, ce n'est pas nécessaire. Une décision est également valide quand les ministres ne sont pas tous présents. Chaque ministre représente un nombre de votes, relaté au capital souscrit par son pays. (Voir annexe en dessous de cet article.) Lorsque les 2/3 des ministres représentant les 2/3 du nombre total des votes sont présents, ils peuvent voter valablement. Et ne pas voter n'empêche pas une décision unanime. Tant que personne ne vote contre.

En théorie, un ministre têtard d'un petit pays pourrait donc gâcher la fête. Soit dit en passant, qu'il devra disposer d'un grand courage. Barroso ne veut plus de cela. Il veut que tous les traités européens soient modifiés et que les décisions n'aient plus besoin d'être prises à l'unanimité. Pour le MES, par exemple, cela voudrait dire que si l'Allemagne, la France, l'Italie et les Pays-Bas sont d'accord, les 13 autres n'ont plus rien à dire. Vive la dictature à Bruxelles! Vive l'Union Européenne!

### **Immunité**

Nous sommes déjà habitués à ce que les administrateurs et représentants du peuple n'aiment pas avoir à répondre de leurs paroles et de leurs actes. Mais chez le MES, ils poussent le bouchon vraiment très loin. Les règles ont été établies de telle sorte que tous ceux qui en font partie ou y travaillent pourront faire ou laisser ce qu'ils voudront, sans qu'ils aient à en répondre devant aucun Parlement, aucune Administration, ni aucun juge. Tout au plus un Ministre de Finances pourra être remplacé par un autre, qui bénéficiera tout de suite des mêmes privilèges exorbitants. Un voyou ne pourrait pas souhaiter un meilleur repaire.

### **Une dernière réflexion**

L'Union Européenne a l'économie du marché libre comme principe déclaré. Presque tout le monde a déjà compris, que la dérégulation des banques, la privatisation des infrastructures et l'abolition des tâches du gouvernement mènent à une société dure et harcelée par des crises. Ces principes sont dépassés. Ses défenseurs ne pourront les imposer que par la violence. La Grèce ne sera pas la dernière victime.

### **Sources et références**

[1] Barroso, le 28 septembre 2011 <http://euobserver.com/19/113760>

[2] Officiellement la Banque Centrale Européenne n'est pas une organe de l'Union Européenne. \* La BCE est la propriété des banques centrales dans la zone euro. Celles-ci, à leur tour, sont indépendantes des gouvernements nationaux dans ce sens qu'elles n'en prennent pas d'ordres. Elles sont dirigées par des Conseils de personnes privées. L'euro n'appartient donc pas à l'Union Européenne, ni aux gouvernements nationaux, mais à un cartel de banquiers privés à Frankfurt, la ville des Rothschild. L'Union Européenne ne peut pas donner des ordres à la BCE, mais inversement la BCE a du pouvoir à l'intérieur de l'UE. Elle dirige le Système Européen des Banques Centrales, qui lui est bien une organe de l'UE. La BCE, ensemble avec les banques centrales de la zone euro, sont les membres de cette organe. Jusqu'où doit on aller dans la complexité pour donner le pouvoir d'une organe officielle à une entreprise privée?

\*

[http://www.europarl.europa.eu/parliament/expert/displayFtu.do?id=73&ftuId=FTU\\_5.2.html&language=en](http://www.europarl.europa.eu/parliament/expert/displayFtu.do?id=73&ftuId=FTU_5.2.html&language=en)

[3] Vrijspreker le 22 juillet 2011 \*

*Traduction: Le gouvernement néerlandais et la Commission Européenne se contredisent sur le volume du paquet d'aide pour la Grèce. Selon le Ministère des Finances il s'agit d'un montant de 109 milliards d'euros, dont 50 milliards viennent des banques et d'autres institutions financières. Selon la Commission Européenne les gouvernements payent 109 milliards et il s'y rajoutent 50 milliards des institutions privées. La Banque Centrale Néerlandaise ne sait pas: "Nous aussi nous sommes curieux de savoir ce qui en est", dit une porte parole de la DNB. La Banque Centrale Européenne réfère à la Commission Européenne.*

\* <http://www.vrijspreker.nl/wp/2011/07/eu-euro-reddingsactie-geklungel/>

[4] Dans les études scientifiques sur le “optimum currency areas” (régions optimales pour une monnaie) nous pouvons distinguer des études centrées sur les conditions nécessaires et celles d’après 1970 (lorsque les politiciens avaient décidé qu’ils voulaient une monnaie unique), qui sont davantage centrées sur les coûts et bénéfices.

Roman Horvath and Lubos Komarek dans “OPTIMUM CURRENCY AREA THEORY: AN APPROACH FOR THINKING ABOUT MONETARY INTEGRATION” (2002)

*(Traduction Française, voir en dessous.)*

“It is possible to distinguish two major streams of the optimum currency area literature. The first stream tries to find the crucial economic characteristics to determine where the (illusionary) borders for exchange rates should be drawn (1960s-1970s). The second stream (1970s-till now) assumes that any single country fulfills completely the requirements to make it an optimal member of a monetary union. As a result, the second approach does not continue in the search for characteristics, identified as important for choosing the participants in an optimum currency area. This literature focuses on studying the costs and the benefits to a country intending to participate in a currency area.”

*“Il est possible de distinguer deux courants majeurs dans la littérature sur les régions optimales pour une monnaie. Le premier courant tente de trouver les caractéristiques clefs pour déterminer où les frontières (imaginaires) pour des taux de change devraient être établies (années 60 et 70). Le deuxième courant (de 1970 jus qu’aujourd’hui) suppose que n’importe quel pays individuel répond entièrement aux exigences pour en faire un membre optimal d’une union monétaire. Par*



*conséquent, la deuxième approche ne continue pas à rechercher les caractéristiques, qui ont été identifiées comme importantes pour choisir les participants dans une région monétaire optimale. Cette littérature-ci est centrée sur l'étude des coûts et bénéfices pour un pays qui a l'intention de participer dans une région [union] monétaire.”*

[http://wrap.warwick.ac.uk/1539/1/WRAP\\_Horvath\\_twerp647.pdf](http://wrap.warwick.ac.uk/1539/1/WRAP_Horvath_twerp647.pdf) , page 7.

Friedman décrit les avantages de cours de change flexibles comme suit : « *Comme on le constate habituellement, les prix et les salaires dans un pays sont relativement rigides et [ces] facteurs sont immobiles entre pays. Par conséquent, lors d'une demande négative ou d'un choc dans l'approvisionnement, le seul instrument pour éviter une plus grande inflation ou du chômage est un changement dans le taux de change flexible (ce qui veut dire réévaluer ou dévaluer la monnaie). Cela ramènera l'économie vers l'équilibre interne et externe initial. (...) Sous le régime de taux de change fixes, il y aurait toujours l'impact déplaisant du chômage ou de l'inflation. »*

[http://wrap.warwick.ac.uk/1539/1/WRAP\\_Horvath\\_twerp647.pdf](http://wrap.warwick.ac.uk/1539/1/WRAP_Horvath_twerp647.pdf) , page 8.

[5] Yrd. Doç. Dr. Hüseyin Mualla YÜCEOL, Mersin Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi, Maliye Bölümü, dans “WHY THE EUROPEAN UNION IS NOT AN OPTIMAL CURRENCY AREA: THE LIMITS OF INTEGRATION” (« *POURQUOI L'UNION EUROPÉENNE N'EST PAS UNE REGION DE MONNAIE OPTIMALE : LES LIMITES D'UNE INTÉGRATION* »)

*« L'Europe n'est pas une région de monnaie optimale. Néanmoins, le 1<sup>er</sup> janvier 1999 onze pays de l'UE ont démarré une Union Monétaire Européenne en adoptant une monnaie partagée, l'euro, tandis que l'UE ne répond pas à tous les critères pour une région monétaire optimale. Aussi, joindre l'UE n'est pas la même chose que joindre l'euro, aussi bien pour les anciens et les nouveaux membres. »*

[http://eab.ege.edu.tr/pdf/6\\_2/C6-S2-M6.pdf](http://eab.ege.edu.tr/pdf/6_2/C6-S2-M6.pdf) , page 66

[6] Paul de Grauwe, parties d'un speech:

*(Traduction Française, voir en dessous.)*

“With up to twenty-seven members instead of the present twelve, the challenge for ensuring a smooth functioning of the enlarged Eurozone will be daunting. The reason is that in such a large group the probability of what economists call ‘asymmetric shocks’ will increase significantly. This means that some countries may experience a boom and inflationary pressures while others experience deflationary forces. If too many asymmetric shocks occur, the ECB will be paralyzed, not knowing whether to increase or to reduce the interest rates. As a result, member countries will often feel frustrated with the ECB policies that do not (and cannot) take into account the different economic conditions of the individual member countries. This leads us to the question whether the enlarged EMU will, in fact, be an optimal currency area.” (...)

“If a country is hit by negative shocks brought about by agglomeration effects, the wage cuts necessary to deal with these shocks will inevitably be very large. To give an example: If Ford Motor were to close down a plant in Belgium and to invest in Poland instead, the wage cut of Belgian workers that would convince Ford Motor not to make this move would have to be 50% or more given that the wage not feasible, then flexibility dictates that the Belgian workers be willing to move.”

« Avec vingt-sept membres au lieu des douze d'aujourd'hui, le défi pour s'assurer d'un fonctionnement fluide de la zone euro élargie sera terrible. La raison en est que dans un groupe si large la probabilité de ce que les économistes appellent des 'chocs asymétriques' augmente de façon significative. Cela veut dire, que certains pays peuvent avoir une hausse et une pression inflationniste, tandis que d'autres ont des forces déflationnistes. Si trop de chocs asymétriques surviennent, la Banque Centrale Européenne sera paralysée, ne sachant pas si elle doit augmenter ou réduire les taux d'intérêt. Par conséquent les pays membres se sentiront souvent frustrés par la politique de la banque Centrale Européenne, qui ne tient pas compte (et ne peut pas tenir compte) des conditions économiques différentes dans les pays membres individuels. Cela nous mène à la question si l'Union Monétaire Européenne élargie sera une région de monnaie optimale. » (...)

« Si un pays est touché par des chocs négatifs causés par des effets d'accumulation, les baisses de salaires nécessaires pour gérer ces chocs seront inévitablement très importantes. Si Ford Motors fermerait une usine en Belgique et, à la place, investit en Pologne, les baisses de salaires des travailleurs Belges devraient être de 50% ou plus pour convaincre Ford Motors de ne pas déménager. Et vu que de tels salaires ne sont pas faisables, la flexibilité dicte que les travailleurs Belges accepteraient de déménager. »

<http://mostlyeconomics.wordpress.com/2010/06/21/were-europes-curent-problems-never-imagined/>

[7] Ce sont les exigences du "Pacte de Stabilité et de Croissance".

[8] Nikolaos Salavrakos, Membre du Parlement Européen dans "Is there a way out?"

<http://www.efdgroupp.eu/news/99-the-greek-fiscal-crisis-is-there-a-way-out.html>

[9] Statistiques de l'OCDE

[http://www.oecd.org/document/47/0,3746,fr\\_2649\\_34747\\_39374006\\_1\\_1\\_1\\_1,00.html](http://www.oecd.org/document/47/0,3746,fr_2649_34747_39374006_1_1_1_1,00.html)

[10] Article 122.2 du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne:

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2010:083:0047:0200:fr:PDF>

*"Lorsqu'un État membre connaît des difficultés ou une menace sérieuse de graves difficultés, en raison de catastrophes naturelles ou d'événements exceptionnels échappant à son contrôle, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut accorder, sous certaines conditions, une assistance financière de l'Union à l'État membre concerné. (...)"*

[11] Résolution du Parlement Européen du 23 mars 2011 sur le projet de décision du Conseil Européen modifiant l'article 136 du traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P7-TA-2011-0103+0+DOC+XML+V0//FR>

[12] art 48.6 Treaty of the European Union

[eur-lex.europa.eu](http://eur-lex.europa.eu)

**Rudo de Ruijter**  
Chercheur indépendant  
Pays-Bas